

## G.R.D.R Migration-Citoyenneté-Développement

26 bis rue Kléber  
93100 MONTREUIL  
FRANCE  
RCS 310270640

---

- Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels
- Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2024

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association G.R.D.R.,

### OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association GRDR Migration-Citoyenneté-Développement relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

### FONDEMENT DE L'OPINION

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicable en FRANCE. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilité du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

#### *Justifications des appréciations*

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des produits.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

## **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

## **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en FRANCE, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

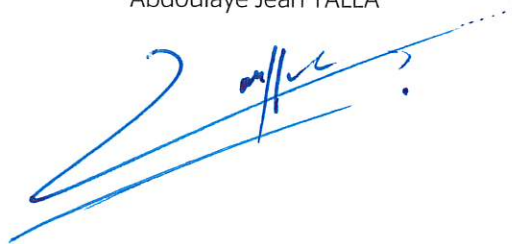
- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des

procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Chassieu, le 25 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes  
**ALPHA COMPTA EXPERTISE ET CONSEIL**  
Le président  
Abdoulaye Jean TALLA



## RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association G.R.D.R,

En notre qualité de Commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées. Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

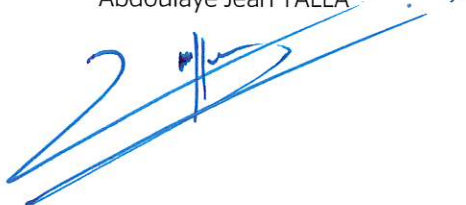
Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la COMPAGNIE NATIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES relative à cette mission.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Chassieu, le 25 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes  
ALPHA COMPTA EXPERTISE ET CONSEIL  
Le président  
Abdoulaye Jean TALLA





## Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé				
	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains	18 294		18 294	18 294
	Constructions	11 222		11 222	10 000
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	272 746	150 278	122 469	124 734
	Immobilisations corporelles en cours				12 124
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	19 768		19 768	19 066
<b>TOTAL (I)</b>		<b>322 030</b>	<b>150 278</b>	<b>171 752</b>	<b>184 218</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	13 964 431		13 964 431	11 619 669
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	217 080		217 080	787 910
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	1 013 207		1 013 207	1 512 963
	<b>DISPONIBILITES</b>	1 184 748		1 184 748	1 580 149
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	1 452 671		1 452 671	33 681
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>17 832 136</b>		<b>17 832 136</b>	<b>15 534 371</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
<b>TOTAL ACTIF (I à V)</b>		<b>18 154 166</b>	<b>150 278</b>	<b>18 003 889</b>	<b>15 718 590</b>
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				19 768	19 066
(3) dont à plus d'un an					

# Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	52 397	52 397
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	314 662	178 781
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>90 572</b>	<b>135 881</b>
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>457 631</b>	<b>367 059</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>457 631</b>	<b>367 059</b>
<b>Autres fonds propres</b>	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>		
<b>Fonds reportés et dédiés</b>	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>		
<b>Provisions</b>	Provisions pour risques	219 649	166 050
	Provisions pour charges		
	<b>Total des provisions</b>	<b>219 649</b>	<b>166 050</b>
<b>DETTES (1)</b>	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	400 000	75 710
	Emprunts et dettes financières divers	71	7 815
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 666 245	99 802
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	302 794	248 369
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		186 713
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	14 957 499	14 567 073
	<b>Total des dettes</b>	<b>17 326 609</b>	<b>15 185 481</b>
	Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>18 003 889</b>	<b>15 718 590</b>
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		90 571,95	135 881,21
(1) Dont à moins d'un an		17 326 609	15 185 481
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			710

Am

# Compte de Résultat 1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	8 179	7 289
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	4 665	10 898
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	28 498	25 114
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	7 557 952	7 573 730
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	97 311	67 354
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	52 091	89 839
Total des produits d'exploitation		7 748 695	7 774 224
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	2 498 930	3 032 241
	Aides financières	1 656 975	1 264 687
	Impôts, taxes et versements assimilés	154 966	158 473
	Salaires et traitements	2 578 905	2 601 078
	Charges sociales	648 658	615 207
	Dotation aux amortissements et dépréciations	188 052	89 519
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	56 766	59 960
Total des charges d'exploitation		7 783 251	7 821 165
RESULTAT D'EXPLOITATION		(34 557)	(46 941)

A6



## Compte de Résultat 2/2

		31/12/2024	31/12/2023
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(34 557)</b>	<b>(46 941)</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	De participation	26 088	3 819
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change	126 676	168 571
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des produits financiers</b>		<b>152 764</b>	<b>172 390</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	7 886	4 576
	Différences négatives de change	15 174	15 758
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des charges financières</b>		<b>23 060</b>	<b>20 334</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>129 704</b>	<b>152 056</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts</b>		<b>95 147</b>	<b>105 115</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	Sur opérations de gestion	952	33 582
	Sur opérations en capital	1	
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>Total des produits exceptionnels</b>		<b>953</b>	<b>33 582</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	Sur opérations de gestion	5 528	2 739
	Sur opérations en capital		76
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>Total des charges exceptionnelles</b>		<b>5 528</b>	<b>2 815</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>(4 575)</b>	<b>30 766</b>
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>7 902 411</b>	<b>7 980 195</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>7 811 839</b>	<b>7 844 314</b>
<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>		<b>90 572</b>	<b>135 881</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		8 725	
<b>TOTAL</b>		<b>8 725</b>	
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole		8 725	
<b>TOTAL</b>		<b>8 725</b>	

### Présentation de l'association Grdr

#### 1. Objet Social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

- Le but du Grdr est de contribuer à la construction d'un monde juste et solidaire fondé sur le respect des droits humains. Il vise à améliorer durablement les conditions de vie et permettre à chacun de vivre dignement. Pour cela, le Grdr s'appuie sur les interactions positives entre mobilités humaines, engagements citoyens et dynamiques locales de développement. Ce projet associatif est décliné dans la Charte du Grdr.
- Le Grdr est une association internationale de solidarité, de droit français, fondée le 18 juin 1969.

#### 2. Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

**L'action du Grdr est structurée autour de deux grands axes (cf. Matrice du Grdr).**

##### Les mobilités humaines

Les migrantes et les migrants tissent et métissent le monde de demain. Dans la durée, ils relient les sociétés et contribuent largement au développement de leurs territoires d'origine mais aussi de leurs territoires de vie (métissage culturel, expériences nouvelles, innovations, dynamisme économique, savoir-faire originaux). Le Grdr agit pour que les migrants soient des acteurs reconnus des sociétés et considérés comme des citoyens à part entière tant sur leurs territoires d'accueil que d'origine. L'objectif est donc de porter un discours positif sur les mobilités humaines, même (et surtout) dans un contexte difficile. Il est important de noter que les territoires d'action du Grdr particulièrement en Afrique de l'Ouest sont autant des terres de départ que des terres d'accueil de ressortissants des régions limitrophes.

**Thématiques d'action :** migration et développement, accès aux droits, éducation à la citoyenneté, dialogue politique et citoyenneté, insertion professionnelle.

##### La gouvernance citoyenne des territoires

Il s'agit ainsi de ramener les centres de décision au plus près des citoyens, et donc de leurs lieux de vie et de travail. Cette approche est la condition d'une bonne gestion des affaires publiques, comme des ressources des territoires. Pour cette raison, tous les projets conduits par le Grdr, dans les différentes thématiques impliquent directement les acteurs locaux. Elles se font donc en partenariat avec les principaux cadres de concertation : autorités locales et services déconcentrés de l'Etat, représentations de la société civile, comme, autorités traditionnelles. En France, comme en Afrique les programmes intègrent un volet d'accompagnement pour assurer le renforcement de ces structures et l'appropriation de l'action.

**Thématiques d'action :** développement local, genre et participation, agriculture et alimentation, gestion des ressources naturelles, eau et assainissement, appui à l'entrepreneuriat.

Les orientations du Grdr sont définies par les membres de l'association réunis au sein de l'assemblée générale. L'assemblée générale ordinaire annuelle a lieu à la fin du premier semestre de chaque année. Les documents de ces assemblées générales et leurs conclusions sont systématiquement mis en ligne.



**Les activités 2024 du Grdr par pays :** les paragraphes ci-dessous reprennent les activités détaillées du rapport d'activités qui sera validé en AG le 28 juin 2025.

## EN GUINEE

**Territoires :** Ville de Boké, Ville de Conakry

**Nombre de programmes de solidarité mis en œuvre :** 2

**ODD Principaux :** 5. Egalité des sexes ; 10. Réduction des inégalités ; 13. Consommation et production responsable ; 16. Paix, justice et institutions fortes.

### AGRICULTURE ET ALIMENTATION

- Accompagnement de 140 restauratrices de rue (120 ayant moins de 35 ans) organisées en plateforme : garantir un marché stable et des revenus durables aux restauratrices et à leurs fournisseurs.
- 1 étude sur la distribution alimentaire (enquête de terrain + analyse).

### DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

- Financement de 25 entrepreneurs locaux sélectionnés dans le cadre d'un fonds souple
  - Organisation d'une formation en gestion financière
  - Organisation d'un club entreprendre

### DEVELOPPEMENT LOCAL

- Démarrage des activités à Conakry et mise en place des instances de gouvernance du projet dans les communes de Gbessia (quartier Koloma 2) et Lambanhy (quartier de Wanindara).

## EN GUINEE BISSAU

**Territoire :** Région de Cacheu - Canchungo

**Nombre de programmes de solidarité mis en œuvre :** 3

**ODD Principaux :** 13. Action climatique ; 15. Vie sur terre ; 10. Réduction des inégalités ; 8. Travail décent et croissance.

### EVENEMENTIEL

- Forum Littoral : « *Vers des territoires dynamiques et résilients aux chocs socio politico climatiques en zone du littoral ouest africain* » - Echanges et partage avec les services décentralisés des territoires, représentants de la diaspora, des universitaires, des partenaires techniques et financiers sur les connaissances produites depuis 10 ans sur le littoral ouest-africain.

### RESSOURCES NATURELLES ET BIODIVERSITE

#### Concertation et échanges

- Accompagnement à la création d'une réserve de biosphère Cacheu – Jeta – Pecixe (ateliers de concertation – missions de terrains) : caractérisation des noyaux de la réserve avec les communautés locales et définition des limites externes de cette réserve qui couvre 580 000 km (dont 30% maritimes) et qui compte plus de 125 000 habitants (recensement 2009).
- Actualisation en cours du plan d'aménagement et de gestion du **Parc National de Tarrafes de Cacheu (PNTC)**. **Une cartographie en cours dans acteurs qui interviennent dans le PNTC.**
- 1 mission de partage d'expérience en Guinée-Bissau impliquant 10 conservateurs des aires marines protégées (AMP) du Saloum, de la Gambie et de la Casamance et 10 partenaires techniques pour mettre en place un cadre d'échanges et d'apprentissage – notamment sur la mise en place de plateformes multi-acteurs de gouvernance de la mangrove (processus, formalisation, difficultés, outils, pérennisation).

### Gestion de données

- Mise en place (en cours) d'un outil numérique et pédagogique d'échanges (collecte de données, gestion, formation, communication) sur les Aires Marines Protégées en Guinée-Bissau en partenariat avec 15 conservateurs des Aires Marines Protégées.
- Formation de 18 techniciens pour le transfert au sein de l'IBAP (Institut de la Biodiversité et des Aires Protégées) de la géodatabase qui localise les données disponibles sur la mangrove à l'échelle nationale auprès de l'IBAP.

### DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

- Financement de 88 projets économiques de la Fédération des Habitants de Guinée-Bissau (qui regroupe 473 femmes travaillant dans des secteurs clés de l'économie locale) et de 12 jeunes porteurs de projet. Accompagnement de l'IRMECC – incubateur d'entreprise créé par le Grdr mais désormais autonome – qui regroupe toutes les banques communautaires.
- Un atelier sur les banques communautaires : objectif financements d'activités. Partage d'expérience – participation de 62 femmes porteuses de projet individuel
- Appui aux filières
  - Filière pêche artisanale : construction et équipement de 4 unités de transformation au bénéfice de 215 membres (plus de 50% de femmes) ;
  - Ostréiculture : formations de 45 ostréicultrices de Gendem (Sao Domingo) en exploitation durable de la mangrove et commercialisation ;
  - Huile de palme : appui à la production – mécanisation de 25 producteurs (essentiellement des femmes) ;
  - Apiculture : Appui à 13 apiculteurs (renforcement de capacité et transformation de produits).

### EDUCATION POPULAIRE

- 294 personnes (élèves, professeurs, étudiants, associations de jeunes) ont participé à l'une des 12 animations du cycle d'éducation aux enjeux du littoral « Rio Terra » développé par le Grdr.
- Championnat de nettoyage et de recyclage inter-quartiers pour sensibiliser et encourager l'implication des jeunes sur les questions de la propreté urbaine et du recyclage.

### DEVELOPPEMENT LOCAL

- Réhabilitation de l'école de Suzana qui accueille 232 élèves.

### AU SENEGAL

**Territoires :** Bakel, Ziguinchor, Rufisque

**Nombre de programmes de solidarité mis en œuvre :** 9

**ODD Principaux :** 2. Faim Zéro ; 4. Education de qualité ; 10. Réduction des inégalités ; 12. Consommation et production responsable ; 11. Villes et économies durables.

### AGRICULTURE ET ALIMENTATION

#### Cantines scolaires

- 8290 élèves de Bakel, Ziguinchor et Rufisque ont bénéficié de 336 000 repas distribués
  - Appui organisationnel : implication des parents d'élèves, enseignants, collectivités territoriales (CT) pour une gestion participative des cantines dans 44 écoles de 18 communes des régions de Bakel, Ziguinchor et Rufisque ;
  - Département de Rufisque : 3 cuisines centrales ; 3 cantines installées dans les écoles ;
  - Ces cantines sont approvisionnées par 495 producteurs locaux (dans 44 groupements) ;
  - 4 Jardins horticoles scolaires (2 à Bakel, 2 à Ziguinchor) exploités par 60 femmes cuisinières des écoles qui permettent d'approvisionner 500 élèves.



- Accompagnement du processus de mise à jour de la politique nationale des cantines et d'élaboration d'un plan stratégique.
- Reconnaissance officielle par arrêté du ministre de l'Éducation nationale du Groupe multi-sectoriel de l'Alimentation et de la Nutrition à l'Ecole (GMSANE) qui accompagne l'Etat dans la mise en place d'une politique d'alimentation scolaire basée sur la production locale.

#### **Restauration de rue (Ziguinchor)**

- 30 restauratrices de rue accompagnées qui ont bénéficié de financements et de formations pour améliorer l'accueil, l'hygiène, les techniques de conservation et de transformation ;
- Mise en relation avec 3 producteurs locaux et aide à l'achat groupé (circuit court) ;
- 1 atelier de concertation avec des élus ;
- 1 campagne de sensibilisation des consommateurs sur l'environnement alimentaire ;
- Une étude sur « Les avenir des systèmes alimentaires des fruits et légumes de la ville de Ziguinchor et sa région en 2050 » en partenariat avec le CIRAD.

#### **Etude du Système alimentaire de Bakel**

- 1 enquête quantitative sur les circuits de distribution alimentaire a permis de recueillir des données pour comprendre les pratiques des ménages de Bakel en termes d'approvisionnement et consommation.
- 1 enquête quantitative sur les habitudes alimentaires des ménages (produits consommés et fréquence).

#### **RESSOURCES NATURELLES ET BIODIVERSITE**

- 213 élèves de Ziguinchor et environs qui ont participé à l'une des animations du cycle d'éducation aux enjeux du littoral « Rio Terra » développé par le Grdr.
- 480 élèves de Bakel ayant participé à des actions de sensibilisation environnementale (ex : voyage à la découverte de la biosphère du Ferlo dans le département de Ranérou).
- Accompagnement du Cadre de Concertation de la Pêche du Soungrougrou (CCP/S) : cartographie des zones de pêches et des espèces de poissons dans le fleuve.
- 1 caravane de sensibilisation sur les bienfaits de la consommation en circuits courts qui a touché 2500 habitants de Bakel en juillet 2024.
- Prévention des conflits (Falémé) : 37 hectares aménagés en ouvrage de récupération des sols et d'aménagement des eaux de surface à Gathiary au profit des 54 ménages.

#### **DEVELOPPEMENT LOCAL**

- 3 profils migratoires (commune de Matam – départements de Rufisque et de Sédhiou) pour mesure l'historique et l'impact des migrations dans le développement des départs.
- 2<sup>ème</sup> foire transfrontalière de Bakel organisée par le Réseau Communal des Organisations des Femmes de Bakel.
- Formation de 37 membres du Conseil municipal de Bakel, déléguées de quartiers et divers acteurs locaux aux concepts fondamentaux de la décentralisation, aux compétences transférées – notamment en matière de gestion des déchets – et aux principes d'élaboration et d'exécution d'un budget participatif.
- Formation 19 agents des services techniques déconcentrés (urbanisme, assainissement), et représentants de la société civile de la commune de Bakel aux outils de collecte de données géographiques, en particulier pour le suivi des enjeux d'assainissement.
- Accompagnement de 360 membres de cadres territoriaux de concertation (CTC) issus de 12 Collectivités Territoriales dans l'élaboration de sous-projets communautaires en Casamance.



- Accompagnement de 119 personnes – dont 70 femmes, au sein des organisations communautaires de base – formations pour qu’elles soient en mesure d’aller chercher des financements dans la région de Ziguinchor.

### **ACTION D’URGENCE**

- 40 groupements de femmes et 25 producteurs individuels ont bénéficié de 57 kg de semences, des biofertilisants et de biopesticides pour relancer leurs activités post-inondations (post hivernage 2024).

### **EN MAURITANIE**

**Territoires :** Régions du Guidimakha, du Gorgol, de Nouakchott, de Boghé, de l’Assaba, de Nouadhibou, et du Hodh el Chargui.

**Nombre de programmes de solidarité mis en œuvre :** 6

**ODD Principaux :** 2. Faim zéro ; 5. Egalité des sexes ; 10. Réduction des inégalités ; 11. Villes et économies durables ; 13. Action climatique ; 17. Partenariats.

### **HABITAT DURABLE**

- Mise en place d’un service public de gestion des déchets à Sélibaby ;
- 40 maisons endommagées lors des inondations de 2022 qui ont été réhabilitées avec des savoir-faire et des matériaux locaux.
- 11 artisans formés aux techniques de constructions durables :
  - Construction de 16 puits d’évacuation des eaux usées ;
  - Extension de 300 mètres linéaires de réseau d’eau au quartier Moussafrine à Gouraye.

### **DEVELOPPEMENT LOCAL**

- Formation auprès de 7 élus et 6 représentants des services communaux de Sélibaby à l’intégration de la résilience climatique dans les politiques publiques, notamment le plan de développement communal et le plan d’investissement prioritaires.

### **ENTREPRENARIAT FEMININ**

- 1 fonds souple qui a financé 65 initiatives économiques portées par des femmes à Kaédi, Boghé et Ryadh (commune de Nouakchott).
- 1 forum d’échanges entre pairs de partage d’expérience à la Mairie de Kaédi.
- Des formations sur les concepts fondamentaux de l’entrepreneuriat, la comptabilité, la gestion financière, la micro-entreprise et des formations sectorielles dans le domaine de la production, transformation et commercialisation de produits agro-écologiques : plus de 75 participantes.

### **RESSOURCES NATURELLES ET BIODIVERSITE**

- 1 entente foncière signée à Sagné Diéri en vue de la réalisation d’aménagements de conservation des eaux et des sols qui profiteront à 175 ménages.
- 137 hectares aménagés avec des systèmes de conservation des eaux de surface et de restauration des sols au bénéfice de 1245 ménages de Wompou.
- 80 hectares de terres dégradées bénéficiant d’aménagements à Diaguily.

### **AGRICULTURE ET ALIMENTATION**



- 5 champs école (4 dans le Guidimakha, 1 dans le Gorgol) au profit de 180 paysans « leaders » souhaitant renforcer leurs compétences en matière d'intensification agroécologique. 3 autres champs écoles en préparation le quartier PK17 de Nouakchott (mise en service début 2025).
- 1 Atelier de réflexion collective sur le système alimentaire du Guidimakha avec la participation de 15 élus locaux, 3 représentants des services déconcentrés, 8 participants de la société civile.
- 1 foire transfrontalière de produits agroécologiques à Sélibaby et 1 foire interrégionale à Kaédi.
- 24 thés-palabres organisés dans 24 villages du Gorgol et du Guidimakha ayant réunis 925 ménages pour renforcer les bonnes pratiques alimentaires à partir de produits locaux afin de prévenir la malnutrition.
- 1 étude de synthèse des politiques intersectorielles en Mauritanie en lien avec l'agriculture et l'agroécologie.
- 1 diagnostic sur les chaînes de valeur « oignon » et « navet » dans la zone péri-urbaine de PK17 à Nouakchott.

#### **GRAINES DE CITOYENNETE - JEUNESSES ET CITOYENNETE (Programme concerté pluri-acteurs PCPA)**

- 1 Assemblée plénière (novembre 2024) – 176 personnes sont venues de toute la Mauritanie, d'Europe, de Guinée et de Tunisie.
- 143 organisations (OSC, Collectivités territoriales, Services déconcentrés) mises en réseau pour travailler ensemble à l'insertion intégrale des jeunes en Mauritanie.
- Mise en place de 6 fonds « Synergie » facilitant la concertation, la recherche-action et la mise en place d'actions prioritaires à l'échelle régionale.
- 86 organisations ont bénéficié d'un fonds souple. Organisation de 24 réunions d'informations et 88 permanences, 8 ateliers et 6 formations pour les accompagner dans le dépôt de dossiers lors des appels à projets.
- 95 « thés-palabres » organisés sur les questions d'insertion des jeunes, réunissant 1200 personnes dans 6 régions.
- 1 cartographie de 198 acteurs « jeunesses » : 14 en Assaba, 5 au Guidimakha, 179 à Nouadhibou.
- 1 diagnostic institutionnel et organisationnel de 44 organisations de la société civile.

#### **AU MALI**

**Territoires :** Région de Kayes ; Bamako.

**Nombre de programmes de solidarité mis en œuvre :** 3

**ODD Principaux :** 2. Faim Zéro ; 5. Egalité des sexes ; 10. Réduction des inégalités ; 12. Consommation et production responsable ; 13. Action climatique ; 16. Paix, justice et institutions fortes.

#### **AGRICULTURE ET ALIMENTATION**

##### **Système alimentaire territorialisé**

- 1 atelier de restitution, partage, diffusion du Système Alimentaire de la ville de Kayes (SAT) qui a regroupé 150 personnes (autorités politique et administrative, services techniques de l'agriculture, producteurs, transformatrices, ONG, etc.) ;
- 1 atelier de réflexion prospective pour la mise en place du Plan Alimentaire Territorial (PAT) co-porté avec la Commune Urbaine de Kayes : 83 participants (producteurs, transformatrices des produits agroalimentaires et consommateurs) ;



- 2 ateliers d'échanges sur les semences paysannes avec la participation de 63 personnes représentants des services techniques (Centre Régional de Recherche Agronomique, Direction Régionale de l'Agriculture...) et des producteurs de semences paysannes.

#### **Promotion du « consommer local »**

- 2 campagnes d'information et de sensibilisation sur les produits locaux avec des animations (festives, culinaires, etc.) qui ont mobilisé plus 465 personnes dont 315 jeunes (ville de Kayes) ;
- 1 forum « Quelles approches collectives pour valoriser l'agroécologie sur toutes ses dimensions au service de la souveraineté alimentaire en région de Kayes ? » (162 personnes participants) ;
- Remise en service de la boutique agroécologie de Kayes et mise en place d'un dispositif de suivi et d'approvisionnement. Elle est désormais ouverte 5 jours par semaine contre 2 auparavant ;
- 6 initiatives (3 collectives et 3 individuels) ont bénéficié d'un financement (fonds souples) pour encourager leurs activités d'agroécologie paysanne approvisionner la boutique agroécologie paysanne à Kayes.

#### **EDUCATION POPULAIRE AUX MEDIAS**

- 4 séances (2 à Kayes et 2 à Bamako) d'éducation aux médias et à la prévention contre la désinformation et les discours de la haine en milieu scolaire et à l'Université auprès de plus de 500 élèves et près de 40 étudiants ;
- Promotion d'une approche déontologique auprès des médias : organisation d'un atelier sur l'éthique et la charte des radios et télévision à Kayes ;
- Financement de 10 projets (5 collectifs – 3 individuels) d'acteurs des médias radios et blogs, pour la production de reportages citoyens ;
- Participation au Salon des Médias au Mali (SAM Mali) qui a permis de promouvoir les activités du projet auprès de 210 personnes (du 30 mai au 2 juin) ;
- Parution d'1 Atlas des Organisations de la Société Civile pour valoriser le tissu associatif malien. Un atelier de diffusion a été organisé à Kayes impliquant les autorités politiques et administratives de 2 intercommunalités (Guidimakha-ACGK et Diombougou-CPCD).

#### **GESTION DES RESSOURCES NATURELLES**

- Redynamisation du cadre de concertation sur la gouvernance des ressources minières à Kéniéba. Mise en place de règles de gestion et élaboration d'un plan d'action du cadre de concertation sur la gestion minière à Kéniéba.
- Une session de formation des membres du cadre de concertation sur le plaidoyer et élaboration d'un plan de plaidoyer.
- 1 atelier multi-acteurs à Kéniéba sur la gouvernance des ressources naturelles avec la participation des responsables de la fédération des orpailleurs.
- 4 séances de sensibilisation auprès de la population sur la gestion et la protection de l'environnement avec la participation de 150 personnes composées de représentants des organisations des orpailleurs, des chefs de villages, des représentants de la société civile, etc.
- Réalisation de 3 émissions radio sur la gestion minière des ressources aurifères dans le cercle de Kéniéba.
- Participation au Forum sur les changements climatiques organisé par la Coordination des Elus Français d'Origine Malienne (CEFOM).



## EN ALGERIE ET EN TUNISIE

**Territoires :** Régions de Tiaret et d'Oran en Algérie – Régions de Médenine (Médenine et Beni Khedache) et de Sfax (Sfax et Mahrès) en Tunisie.

**Nombre de programmes de solidarité mis en œuvre :** 2

**ODD Principaux :** 1. Pas de pauvreté ; 2. Réduction des inégalités

### DEVELOPPEMENT LOCAL, JEUNESSES ET INSERTION INTEGRALE

#### Algérie

- 1 Forum sur « L'implication de la société civile dans le développement local durable dans le cadre de l'intersectorialité » et 1 Club Synergie « Jeunesses et citoyenneté : le rôle des associations » avec la participation de 8 élus locaux, 18 représentants des services décentralisés et 25 organisations de la société civile.
- Elaboration et édition d'1 « lettre dynamique » territoriale : « Les organisations de la société civile au service du développement local durable ».
- 2 diagnostics communaux participatifs à Ain Kermès et Ain Dzarit (willaya de Tiaret) auprès de 143 personnes en situation de précarité.
- 1 cycle de formation (4 sessions en 10 jours) auprès de 45 jeunes (47% de jeunes femmes) des communes d'Aïn Kermès, Aïn Dzarit et Ouled Lili (Tiaret) sur la citoyenneté, l'entrepreneuriat, la gestion financière et administrative et le marketing digital.

#### Tunisie

- 2 forums de lancement du programme (1 à Sfax et 1 à Médenine) qui ont réuni 141 jeunes de moins de 35 ans et 10 représentants des différents services communaux ;
- 4 Clubs Synergie (1 par territoire) composés de représentants des institutions et de jeunes qui échangent collectivement sur les problématiques locales (ex : les conditions de travail, l'insertion professionnelle, les secteurs porteurs, l'impact environnemental, la culture, etc.) ;
- 2 « thé-palabres » sur les enjeux locaux qui ont réunis 53 jeunes, 15 tunisiens représentants de la diaspora et 5 représentants des services décentralisés sur les thèmes suivants :
  - Mahrès : eau, formations, loisirs, santé, tourisme, emploi, transports ;
  - Béni Khedache : Intergénérationnel, inclusion, sport, participation civique, environnement, tourisme, culture, etc.
- 1 Forum « Jeunesses et diasporas : Le défi de l'insertion des jeunes tunisiens d'ici et de là-bas » coorganisé avec la Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) qui a réuni 151 personnes à Paris, avec la participation des partenaires ADES et Scouts de Sfax ;
- 1 « Form'action » à Sfax sur les techniques de communication, la prise de parole en public et des exercices pratiques auprès de 32 jeunes.

## EN FRANCE

**Territoires :** Régions Ile-de-France, Hauts-de-France, Normandie.

**Nombre de programmes de solidarité mis en œuvre :** 17

**ODD Principaux :** 3. Bonne santé et bien-être ; 4. Education de qualité ; 5. Egalité des sexes ; 8. Travail décent et croissance économique ; 10. Réduction des inégalités.

## **LUTTE CONTRE LA PRECARITE**

**691 personnes en situation de précarité ont été accompagnées tout au long de l'année.**

### **Insertion professionnelle**

- 269 personnes en situation de précarité dont 211 femmes qui ont bénéficié d'accompagnement et/ou de formations dans le cadre d'un suivi renforcé :
  - 150 personnes (dont 130 femmes) « primo-arrivants » qui ont eu un accompagnement individuel et collectif dans leurs démarches d'insertion professionnelle ;
  - 40 personnes immigrées, en France depuis plus de 5 ans, très éloignées de l'emploi ont bénéficié d'un accompagnement individuel renforcé (parfois avec quelques activités collectives) - candidatures, création de CV, préparation à l'entretien, etc.
  - Accompagnement renforcé auprès de 41 personnes au RSA (dont 36 femmes) ayant un projet de création d'activités ;
  - 68 personnes (dont 43 femmes) immigrées présentes en France depuis plus de 5 ans ont participé à des activités d'insertion agricole en Ile-de-France ;
  - Accompagnement de 58 projets économiques (dont 25 projets collectifs) de femmes issues de l'immigration vivant dans les Hauts-de-France ;
  - 37 femmes des Hauts-de-France qui participent à des activités d'apprentissage du français à la fois comme outil d'accès aux droits, d'insertion professionnelle, de lutte contre l'isolement...

### **Accès aux droits et à la santé des seniors immigrés**

- 420 seniors immigrés ont été accompagnés :
  - 304 seniors en Ile-de-France et en Normandie ont bénéficiés d'un parcours (individuel et / ou collectif selon les actions de prévention et d'accès aux droits sociaux et aux soins selon les besoins ;
  - 116 personnes immigrées âgées ont bénéficié d'activités d'inclusion numérique pour les accompagner dans le contexte de dématérialisation des procédures administratives.
- 1 diagnostic social puis un accompagnement social en vue d'augmenter le pouvoir d'agir des résidents d'un foyer de travailleurs migrants à Montreuil et de favoriser leurs accès aux droits.
- 1 Forum « L'accès des seniors immigrées aux dispositifs de droit commun en Seine-Maritime : enjeux et perspectives » (Rouen, le 14 mai) qui a réuni 100 personnes.

### **Formation à destination des acteurs sociaux qui accompagnent ces publics**

- 5 élus locaux, 15 leaders de la diaspora, 10 représentants d'organisations de la société civile et 30 professionnelles ont participé à des formations à la communication interculturelle ;
- 30 personnes des Hauts-de-France amenées à accompagner l'insertion professionnelle de personnes immigrées ont été formées aux spécificités de ces publics ;
- 150 acteurs professionnels du domaine social ou bénévoles ont participé à d'actions de renforcement de compétences sur les vulnérabilités des femmes en migration et les pratiques langagières ;
- 1 cartographie des acteurs lillois du Français langue étrangère.

## **EDUCATION A LA CITOYENNETE ET A LA SOLIDARITE INTERNATIONALE**

- 39 élus locaux, 143 professionnels des services décentralisés, 42 enseignants, 48 universitaires et 62 animateurs en centres sociaux qui ont participé à des activités permettant de déconstruire les idées reçues sur les migrations et à mettre en évidence la contribution des migrations au développement.
- 92 jeunes en centres sociaux ont bénéficié de diverses activités « à la découverte des ODD et des Migrations » en Ile-de-France et dans les Hauts-de-France ainsi qu'une classe de 28



élèves

des

Hauts-de-France.





### 3. Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Ressources humaines : l'effectif au 31 Décembre 2024 est :

- 46,35 ETP de droit Français dont 12,08 ETP d'expatriés ;
- 75 ETP de droit ouest africains ;
- 7 Volontaires de Solidarité internationale (VSI) ;
- 12 stagiaires et 4 apprentis.

Autres moyens :

L'association dispose de locaux loués sur tous les sites d'implantation (à l'exception de l'Algérie)

### 4. Principes et méthodes comptables

L'association clôture un exercice d'une durée de 12 mois courant du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024.

L'association n'est pas soumise aux impôts commerciaux.

#### Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020. Il peut être appliqué par anticipation pour l'exercice en cours à sa date de publication (le 30/12/2018).

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, l'indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

### 5. Notes relatives aux postes du bilan

#### **A. Mouvements ayant affectés les divers postes de l'actif immobilisé\***

L'association respecte les règles habituelles d'amortissement et n'a pas recours aux amortissements dérogatoires. Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les coûts directement attribuables nécessaires à leur mise en utilisation.

Les immobilisations acquises sur fonds propres font l'objet d'amortissements calculés sur le mode linéaire en fonction de leur durée d'utilité estimée ci-dessous.

Par exception :

- les immobilisations situées sur les missions et dont l'achat est financé par les bailleurs sont amorties en totalité sur la durée des engagements avec le bailleur.



Les durées d'amortissement, en mode linéaire ou dégressif, retenue sont les suivantes :

Nature d'immobilisations	Mode	Durée d'amortissement
Logiciels	Linéaire	1 an
Agencements, installations	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	10 ans

Tableau des Immobilisations

RUBRIQUES	Valeur brute début d'exercice	Augmentation par réévaluation	Acquisition apports création	Diminution par virement	Diminution par cessions mises hors services	Valeur brutes fin d'exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>						
Frais d'établissement et de développement						
Autres immobilisations incorporelles						
<b>TOTAL immobilisations incorporelles</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>IMMOBILISATION CORPORELLES</b>						
Terrains	18 294					18 294
Constructions sur sol propres						
Constructions sur sol d'autrui						
Constructions installation générales	10 000		1 222			11 222
Installations techniques et outillages industriels						
Installations générales, agencements et divers	101 661		28 278			129 939
Matériel de transport	88 045					88 045
Matériel de bureau, informatique et moblier	48 163		6 600			54 763
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours	12 124			12 124		0
Avances et acomptes						
<b>TOTAL immobilisations corporelles</b>	<b>278 287</b>	<b>0</b>	<b>36 100</b>	<b>12 124</b>	<b>0</b>	<b>302 262</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>						
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	19 066		702			19 768
<b>Total immobilisations financières</b>	<b>19 066</b>	<b>0</b>	<b>702</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>19 768</b>

# Variation des immobilisations

RUBRIQUES	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles				
<b>IMMOBILISATION CORPORELLES</b>				
Terrains	18 294			18 294
Constructions sur sol propres				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installation générales	10 000	1 222		11 222
Installations techniques et outillages industriels				
Installations générales, agencements et divers	101 661	28 278		129 939
Matériel de transport	88 045			88 045
Matériel de bureau, informatique et mobilier	48 163	6 600		54 763
Emballages récupérables et divers				0
Immobilisations corporelles en cours	12 124		12 124	0
Avances et acomptes				
<b>TOTAL valeur brutes</b>	<b>278 287</b>	<b>36 100</b>	<b>12 124</b>	<b>302 263</b>
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Amorts concessions, brevet de droit similaires				
<b>IMMOBILISATION CORPORELLES</b>				
Amorts constructions				
Amorts installations techniques				
Amorts installations générales	27 526	14 925		42 451
Amorts matériel de transport	44 995	19 390		64 385
Amorts matériel de bureau et informatique	40 613	2 828		43 441
<b>TOTAL AMORTISSEMENTS</b>	<b>113 134</b>	<b>37 143</b>	<b>0</b>	<b>150 277</b>
<b>VALEURS NETTES COMPTABLES</b>	<b>165 153</b>	<b>-1 043</b>	<b>12 124</b>	<b>151 986</b>

## **B. Immobilisations financières**

Les immobilisations financières correspondent à des dépôts de garantie versés pour la location de bureaux en France et sur les terrains.

## **C. Créances**

Les créances sont comptabilisées à leur valeur vénale.

## **D. Subventions**

Une comptabilité analytique par projet est tenue. Les conventions ont été enregistrées pour leur montant total. En fonction de l'état d'avancement du projet, la quote-part non encore réalisée est comptabilisée en produits constatés d'avance, ainsi que les financements des années suivantes des conventions pluriannuelles.

### **E. Gestions des banques en devises**

Un taux fixe a été utilisé pour la conversion de l'Ouguiya mauritanien (MRU) et du Franc guinéen (GNF). Ce taux sera réévalué en 2025 sur la base de la moyenne des taux Info Euro de l'année.

Par ailleurs, les gains de change générés par l'application de ce taux fixe ont été réintégrés en produits constatés d'avance à la clôture de l'exercice (31/12/2024).

### **F. Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées pour leur coût historique. A l'inventaire ce dernier est rapproché afin de constater d'éventuelles provisions, les calculs sont réalisés selon méthode PEPS (Premier Entré, Premier Sorti).

Les valeurs mobilières de placement d'un montant de 1 013 207 €uros sont mobilisables en trésorerie à très court terme.

### **G. Tableau de variation des fonds associatifs**

#### **Variation des immobilisations**

<b>RUBRIQUES</b>	<b>Montant début d'exercice</b>	<b>Augmentations</b>	<b>Diminutions</b>	<b>Montant fin d'exercice</b>
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Rapport à nouveau	178 780	135 882		314 662
Résultat de l'exercice	135 881	100 572	135 881	100 572
Fonds associatifs avec droit de reprise	52 398			52 398
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Provisions réglementées				
<b>TOTAL</b>	<b>367 059</b>	<b>236 454</b>	<b>135 881</b>	<b>467 632</b>



### H. Provisions

Les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors que le risque est certain ou probable et qu'il peut être estimé de manière suffisamment fiable. Elles sont évaluées chaque année par la direction de l'association sur les risques liés aux projets.

#### Provisions

RUBRIQUES	Montant début d'exercice	Augmentation s	Diminution s	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provision pour garant. données aux clients				
Provision pour pertes sur marchés à termes				
Provision pour amendes et pénalités				
Provision pour pensions et obligat. simil.				
Provision pour impôt				
Provision pour renouvellement des immo.				
Provision pour gros entretiens et grandes révisions				
Provision pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	166 050	150 909	97 311	219 649
<b>PROV. POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>166 050</b>	<b>150 909</b>	<b>97 311</b>	<b>219 649</b>

Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur immo. Titres mis en équival.				
Provisions sur immo. Titres de participation				
Provisions sur autres immo. Financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation				
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>166 050</b>	<b>150 909</b>	<b>97 311</b>	<b>219 649</b>
----------------------	----------------	----------------	---------------	----------------

*I. Echéance des créances et des dettes*

Echéance des créances

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISE</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	19 768		19 768
<b>TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>19 768</b>	<b>0</b>	<b>19 768</b>
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	13 964 431	8 622 293	5 170 658
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	5 194	5 194	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	40 458	40 458	
Etat - Impôt sur les bénéfices			
Etat - Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat - Autres impôt, taxes et versements assimilés			
Etat - Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	171 428	171 428	
<b>TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT</b>	<b>14 181 511</b>	<b>8 839 373</b>	<b>5 170 658</b>
CARGES CONSTATEES D'AVANCE	219 173	182 919	36 254
CARGES CONSTATEES D'AVANCE PARTENAIRES	1 233 498	669 501	563 997
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>15 653 950</b>	<b>9 022 293</b>	<b>5 226 680</b>



## Echéance des dettes

ETAT DES DETTES	Période du 01/01/24 au 31/12/2024	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans	A plus de 5 ans
Avances et acomptes reçus				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
1 an maximum à l'origine				
à plus de 1 an à l'origine	400 000	80 000	320 000	
Emprunts et dettes financières divers	71	71		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 666 245	1 027 328	638 918	
Personnel et comptes rattachés	118 950	118 950		
Sécurité sociale et autres organismes	142 789	142 789		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	41 055	41 055		
Dettes sur immo. Et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dettes représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	14 957 499	9 235 460	5 538 365	

<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>17 326 609</b>	<b>10 645 653</b>	<b>6 497 284</b>	<b>0</b>
----------------------	-------------------	-------------------	------------------	----------

Le poste fournisseur enregistre à la clôture de cet exercice, les engagements signés qui restent à réaliser avec les partenaires dans le cadre des programmes en cours. Ces engagements d'un montant de 1 394 174€ ont également été comptabilisés en charges constatées d'avance.

Les produits constatés d'avance comptabilisés en fin d'exercice s'élèvent à 14.957.499 euros. Ils correspondent à des subventions reçues ou à recevoir avant le 31 décembre 2024 et non encore utilisées.

## J. Charges à payer et produits à recevoir

### Charges à payer et produits à recevoir

MONTANT DES CHARGES A PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements à crédit	4 000 000
Emprunts et dettes financières divers	71
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 666 245
Dettes fiscales et sociales	302 794
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	

<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5 969 110</b>
----------------------	------------------

### Charges à payer et produits à recevoir

MONTANT DES CHARGES A PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	161 976
Personnel	
Organismes sociaux	
Etat	12 170
Divers, produits à recevoir	
Autres créances	
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	

<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>174 146</b>
----------------------	----------------





## **6. Notes relatives au compte de résultat**

### ***A. Méthode d'enregistrement des produits***

La totalité du financement prévu dans la convention est inscrite en produit dans la comptabilité à la signature de la convention.

En fonction de l'état d'avancement du projet constaté dans les charges, les produits non consommés à la date de clôture sont comptabilisés en produits constatés d'avance.

### ***B. Enregistrement des cotisations***

Les cotisations sont enregistrées lors de leur encaissement.

### ***C. Transfert de charges***

Les transferts de charges sont des aides à l'emploi à recevoir.

### ***D. Rémunération des trois plus haut cadres, dirigeant, salariés bénévoles***

Les membres du Conseil d'Administration sont tous bénévoles et ne perçoivent donc pas de rémunération.

Les trois salaires les plus élevés représentent la somme de : 170.817,24 euros (cent soixante-dix mille huit cent dix-sept euros et vingt-quatre centimes).

### ***E. Résultat financier***

Le résultat financier est de 129 704 €. Les produits et charges financières de l'association sont composés principalement de gains et de pertes de change.

### ***F. Résultat exceptionnel***

Le résultat exceptionnel est déficitaire de 4 575 €.

## **7. Autres informations**

### ***A. Engagement hors bilan :***

Il n'y a pas eu d'engagement hors bilan au 31 décembre 2024.

### ***B. Filiales et participations :***

L'association n'a pas de filiale.

### ***C. Informations relatives aux frais d'audits et de commissariat aux comptes :***

Le cabinet ALPHA assure la fonction de Commissaire aux comptes, à ce titre la rémunération s'élève à 12 900 € TTC.

### ***D. Contributions volontaires :***

Les membres du conseil d'administration ainsi que les conseillers d'orientation et de suivi (COS) exercent leurs missions à titre bénévole. En 2024, un outil de suivi du temps consacré par les bénévoles a été mis en place. Il permet de valoriser ces temps d'engagement sur la base du SMIG par pays, majoré de 25 %, ce qui demeure relativement modeste. Le montant ainsi estimé s'élève à 8 725 €. Cet outil sera progressivement ajusté dans les années à venir afin de refléter au mieux l'importance de l'engagement bénévole au sein de l'association.